



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DU CALVADOS

COMMUNE DE GRANDCAMP-MAISY

**ARRETE DE VOIRIE N°31/2024
PORTANT AUTORISATION D'INTERDIRE LA STATIONNEMENT PLACE DE LA
REPUBLIQUE**

LE MAIRE DE GRANDCAMP-MAISY,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,
VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,
VU le Code de la Voirie Routière,
VU le Code de la Route,
VU le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8^{ème} partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),
VU l'ordonnance n°59-115 du 7 janvier 1959,
VU le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales,
VU l'arrêté préfectoral du 19 août 1965 portant réglementation sur la conservation et la surveillance des voies communales,
VU la demande en date du vendredi 10 mai 2024 par laquelle les services techniques de la Commune de Grandcamp-Maisy, demandent **l'autorisation d'interdire le stationnement sur la place de la République, 14450 GRANDCAMP-MAISY.**

Considérant qu'à l'occasion de la démolition des bâtiments jouxtant la mairie, place de la République par l'entreprise LEDENTU, il convient de réglementer la circulation et le stationnement afin d'assurer la sécurité des usagers.

ARRÊTE

Article 1 - Autorisation

Les services techniques de la Commune de Grandcamp-Maisy sont autorisés à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 10 mai 2024 : **d'interdire le stationnement sur les places comme indiqué dans l'annexe 1 (plan de stationnement) du mardi 14 mai 2024 08h00 au vendredi 24 mai 2024 16h00**, charge à eux de se conformer aux dispositions des articles suivants, il sera mis en place tous les panneaux réglementaires par les services techniques de la commune de Grandcamp-Maisy.

**ARRETE DE VOIRIE N°31/2024
PORTANT AUTORISATION d'interdire le stationnement place de la République**

Article 2 - Prescriptions techniques particulières

Les véhicules de secours et d'urgence seront toujours autorisés à circuler

Ces travaux s'effectueront durant 4 jours sur la période allant du mardi 14 mai 2024 8h00 au vendredi 24 mai 2024 16h00.

L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers de la mairie ainsi que les services qui y sont hébergés.

En cas d'impossibilité de maintien pour des raisons techniques ou de sécurité, une déviation piétonne sera mise en place pour la libre circulation de ces derniers et devra être matérialisée.

Le dépôt devra impérativement ne pas entraver le libre écoulement des eaux dans le caniveau ni l'accès aux installations de sécurité ou de protection civile.

Toutes les dispositions devront être prises pour éviter la chute des matériaux, outils ou autres objets pouvant provoquer des accidents de toute nature.

Les dispositifs mécaniques bruyants ne peuvent être utilisés entre 20h00 et 07h00.

L'accès aux habitations des riverains, la desserte du chantier et les livraisons devront toujours pouvoir être assurés.

Article 3 - Sécurité et signalisation de chantier

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément aux dispositions de l'instruction ministérielle du 24 novembre 1967 modifiée sur la signalisation routière Livre I – 8^{ème} partie.

Le demandeur devra en outre respecter les dispositions suivantes : la durée de stationnement interdit ne pourra excéder le vendredi 24 mai 2024 16h00 et les travaux devront être effectués entre 7h00 et 18h00.

Article 4 - Implantation ouverture de chantier et récolement

Le bénéficiaire informera le signataire du présent arrêté ou son représentant 8 jours avant le début du stationnement afin de procéder à la vérification de l'implantation. Cette dernière est autorisée à compter du **mardi 14 mai 2024 8h00** comme précisée dans la demande.

Article 5 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 – Validité, renouvellement de l'arrêté et remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée 10 jours à compter du **mardi 14 mai 2024 08h00**.

Les services techniques de la commune de Grandcamp-Maisy, devront prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter de salir les abords du chantier et procédera à des nettoyages journaliers sur la chaussée intéressée. Au terme de sa validité, l'entreprise effectuera l'enlèvement des matériaux en excès laissés sur la chaussée et trottoirs (gravillons, sable...) et devra remettre le trottoir et la chaussée dans leurs états initiaux.

En outre, dès l'achèvement des travaux, si par suite de la négligence ou de la carence de l'entreprise responsable, les nettoyages et les enlèvements de matériaux, la remise en état des trottoirs et de la chaussée n'étaient pas effectués, les services municipaux, après mise en demeure à l'intéressé, par voie postale ou électronique, ou sur simple appel téléphonique resté sans effet, pourraient y pourvoir aux frais de ladite entreprise, notamment en cas de danger immédiat.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Dérogation au présent arrêté est accordée aux véhicules de secours et de protection civile (SDIS du Calvados, Gendarmerie Nationale, Protection civile...).

Article 7 - Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Grandcamp-Maisy par les services techniques de la commune de Grandcamp-Maisy.

Article 8 - Recours

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de 2 mois suivant sa publication. Ce recours contentieux peut être précédé dans ce délai d'un recours gracieux auprès de monsieur le maire. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse aux recours gracieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait à Grandcamp-Maisy, le 10 mai 2024

Pour le Maire, l'adjoint,
Jérôme LELAIDIER



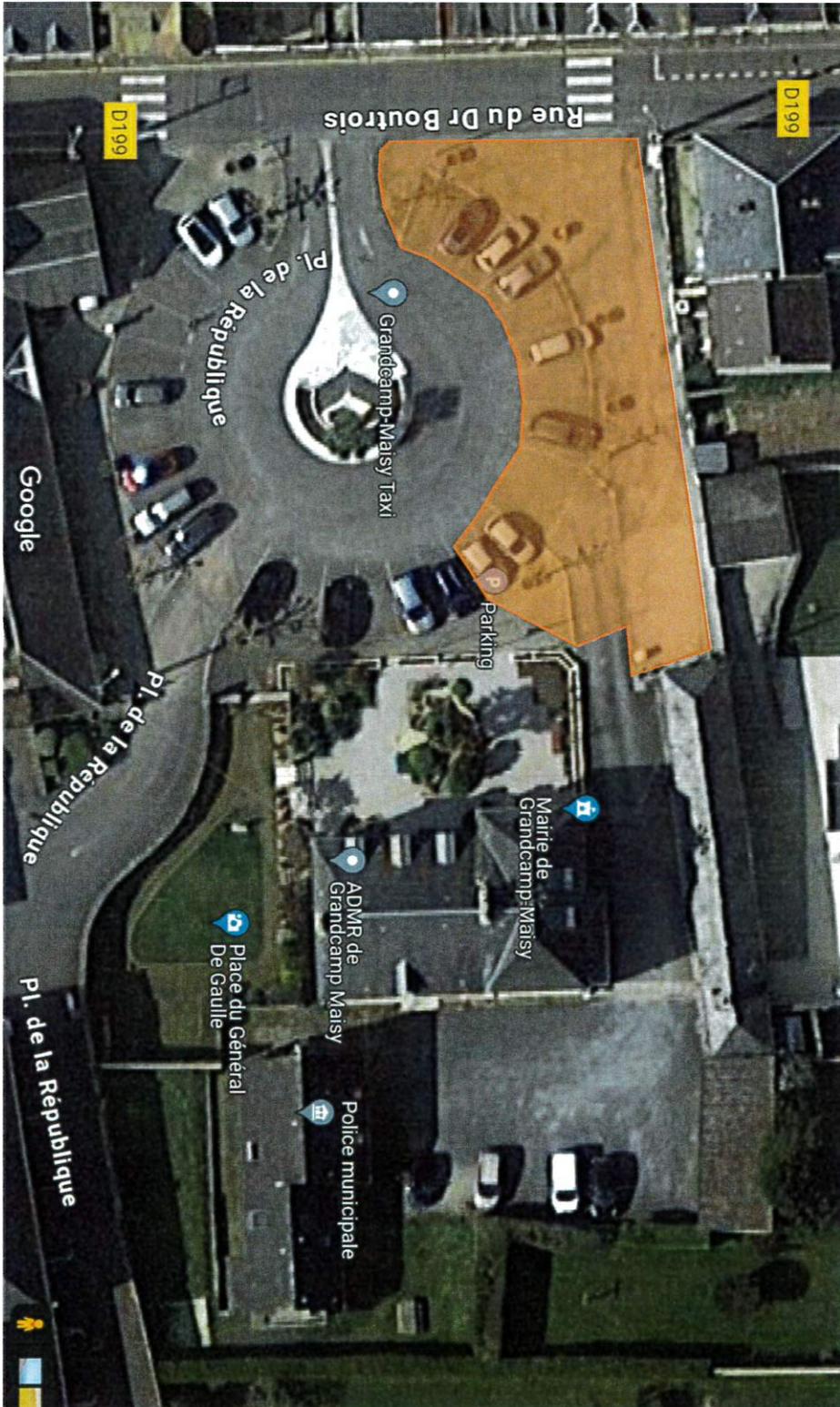
Ampliation du présent arrêté à :

La Commune de Grandcamp-Maisy
La Gendarmerie d'Isigny-sur-Mer ;
Le Service départemental d'incendie et de secours du Calvados.
Isigny Omaha Intercom Service Voirie

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

Plan annexe 1

Zone interdite au stationnement



ARRETE DE VOIRIE N°31/2024
PORTANT AUTORISATION d'interdire le stationnement place de la République